



Distr.
GENERALE

A/5362
14 décembre 1962
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session
Point 18 de l'ordre du jour

NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Trente-huitième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires à l'Assemblée générale (dix-septième session)

1. Dans son vingt-huitième rapport à l'Assemblée générale (dix-septième session)^{1/} sur les règles et conditions régissant la nomination du Secrétaire général, le Comité consultatif, ayant noté qu'aucune prestation n'était prévue pour la veuve ou les enfants survivants au cas où le Secrétaire général décéderait alors qu'il est en fonctions ou qu'il reçoit une allocation de retraite, ni en cas de maladie, d'accident, ou de décès imputable à l'exercice de fonctions officielles, a suggéré, en attendant qu'une étude plus approfondie de la question soit faite, de prendre, avec effet au 1er janvier 1963, les dispositions provisoires ci-après :

- i) Si le Secrétaire général décédait alors qu'il est en fonctions ou qu'il bénéficie d'une allocation de retraite, sa veuve percevrait, jusqu'à sa mort ou à son remariage, une pension égale à la moitié de l'allocation de retraite; pour les enfants mineurs survivants ou les autres personnes à charge, des prestations appropriées seraient aussi versées, dans la limite des liens de parenté reconnus par le Statut et le Règlement du personnel;
- ii) Les dispositions de l'appendice D du Règlement du personnel s'appliqueraient mutatis mutandis en cas de maladie, d'accident ou de décès du Secrétaire général imputable à l'exercice de fonctions officielles au service des Nations Unies.

2. Le Comité a fait observer en même temps que, "des incertitudes subsistent quant à la possibilité, pour le Secrétaire général, de prendre sa retraite avant la fin de son mandat".

^{1/} A/5321.

3. A sa 959^{ème} séance, la Cinquième Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'approuver les suggestions ci-dessus. Il y a également été décidé, sans opposition, d'inviter le Comité consultatif à entreprendre l'étude susmentionnée et à soumettre, si possible, ses recommandations avant la clôture de la dix-septième session, de façon à permettre à l'Assemblée générale d'adopter une résolution sur la question.

4. Il convient de rappeler qu'à sa première session, l'Assemblée générale a enregistré et approuvé les observations suivantes de la Commission préparatoire :

"Comme le Secrétaire général est le confident de nombreux gouvernements, il serait souhaitable qu'aucun membre ne lui offre, du moins tout de suite après son départ, de poste officiel où les renseignements dont il a connaissance pourraient être une source d'embarras pour d'autres Membres. De son côté, le Secrétaire général ne devrait pas accepter une situation de ce genre."

5. Compte tenu de toutes les considérations pertinentes, le Comité consultatif croit que l'on pourrait raisonnablement adopter, à titre provisoire, les dispositions suivantes : si le Secrétaire général prend sa retraite avant la fin de son mandat, il percevra une allocation de retraite égale à la moitié de l'allocation intégrale qu'il aurait perçue s'il était demeuré en fonctions moins de deux ans, mais plus d'un an; s'agissant de plus longues périodes, l'allocation de retraite augmentera, après deux ans, d'un huitième par année complète de service, jusqu'à atteindre son maximum après cinq années complètes.
